

alter EGO

le journal

NUMÉRO 90
OCTOBRE 2016



**LA GOUTTE D'OR
EST TOUJOURS
DE LA FÊTE**

RENCONTRE
Céline
Debeaulieu
chef de service
de la SCMR

**SALLE
DE CONSOMMATION
ENFIN LES PORTES
S'OUVRENT**

SOMMAIRE NUMÉRO 90

PAGES

alter
EGO
le journal



3

EDITO

Pour ce numéro 90, une bonne nouvelle : une salle de consommation à moindre risque ouvre enfin ses portes.

4-5

ÉCHOS D'EGO

Le 16 septembre dernier le Conseil de la vie sociale a élu ses nouveaux représentants.

6-7

VIES DE QUARTIER

Cet été s'est déroulée la 31ème édition de la Fête de la Goutte-d'Or.

8-13

DOSSIER

La SCMR: Avec Elisabeth Avril, directrice de l'association Gaïa nous revenons sur le combat mené depuis de longues années.

14-15

POINT DE VUE

Dorothee Basset et Hervé Garnier nous expliquent la complexité de l'exil.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION

Léon Gomberoff

COORDINATION DE LA RÉDACTION

Mireille Riou

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO

A. Berghachi, H. Garnier,
L. Gombéoff, B. Massera
S. Molotoala, C. Noblet, D.
Pierard, M. Riou, J-P. K

CONCEPTION ET RÉALISATION

Riou Communication
riou-ortiz.mireille@orange.fr

ICONOGRAPHIE

Sylvain Molotoala
Joao Bolan (p6)
Ilimelgo architectes
(p1,8,9)

IMPRIMERIE

DEJALINK
Stains
93240

PARUTION

Trimestrielle - 2000 ex.
ISSN 1770-4715

CONTACT

EGO
Association AURORE
6 rue de Clignancourt
75018
Tel 01 53 09 99 49
Fax 01 53 09 99 43
ego@auore.asso.fr

EGO

EST UN SERVICE
DE L'ASSOCIATION
AURORE.
IL REÇOIT ET
ACCOMPAGNE
DES USAGERS
DE DROGUES
DANS UNE
DÉMARCHE DE
SANTÉ COM-
MUNAUTAIRE.



ÉDITO RIAL

LÉON GOMBEROFF

METTRE EN VALEUR DES PRATIQUES INNOVANTES

En mai 1990, et sous l'impulsion d'Abdalla Toufik, un groupe de consommateurs de drogues et bénévoles de l'association EGO lancent Alter-Ego. Un journal qui parle des problématiques des consommateurs de drogues et de la vie de quartier à La Goutte d'Or.

Dès le premier numéro des sujets polémiques et l'actualité du quartier sont traités, c'est le cas de la prescription par des médecins généralistes du Temgesic®. Ce médicament qui vient d'être mis sur le marché dans sa forme sublinguale comme un antidouleur est parfois prescrit pour soulager les consommateurs d'héroïne à une époque où les traitements de substitution aux opiacés sont très difficiles à obtenir en France. Plusieurs médecins « spécialisés en toxicomanie » contestent alors très fortement cette prescription qu'ils assimilent à une forme de « deal ».

Ce n'est qu'à partir de 1996 que les médecins généralistes obtiennent l'autorisation de prescrire la même molécule, le Subutex®.

Fiers de cet héritage, nous publions le 90ème numéro d'Alter-Ego, renouvelant les mêmes engagements que dans la première édition : pour et avec les consommateurs de drogues qui fréquentent EGO (on parle dans ce numéro du comité des usagers, de l'atelier foot et des sorties faites avec eux l'été dernier) et avec les habitants de la Goutte-d'Or avec un retour sur la fête de quartier.

L'allusion au Temgesic® montre que notre journal n'est pas là uniquement pour constater l'échec des différentes politiques en rapport à la drogue et à l'exclusion. Il nous importe de mettre en valeur les pratiques innovantes qui proposent des solutions concrètes face aux problèmes rencontrés par les consommateurs de drogues en particulier, et par les exclus en général. C'est pourquoi ce numéro contient un article sur l'ouverture prochaine du Centre de premier accueil pour migrants situé dans le 18ème arrondissement. Nous abordons également la thématique du parcours migratoire d'un point de vue psychologique.

Et nous accordons bien évidemment une place importante à l'ouverture de la salle de consommation à moindre risque (SMCR) de Paris, une des deux premières salles en France (une autre ouvrira à Strasbourg). Les SMCR constituent un des maillons manquant de la politique de réduction des risques en France. Il en manque quelques autres : par exemple la substitution injectable, les lieux de vie avec possibilité de consommation et plus généralement, une acceptation plus large dans la société de ceux qui, pour une raison ou une autre, ne peuvent pas arrêter de consommer des drogues.



AVEC LES USAGERS

PROMENONS NOUS DANS LE BOIS DE VINCENNES



En juillet notre centre d'accueil a organisé une sortie au bois de Vincennes, sortie qui a été suggérée lors d'un de nos CVS et co-organisée avec les participants.

Ce jour-là, le beau temps était au rendez-vous et nos usagers aussi qui étaient nombreux à se rallier au point de départ. Comme il faisait beau nous avons décidé d'opter pour le bus pour nous rendre au bois. Nous avons donc profité de ce trajet en bus pour voir Paris partiellement épargnée par les embouteillages grâce aux départs des Parisiens en vacance. Tout en

profitant de la variété architecturale des différents quartiers que nous avons traversés, le trajet s'est passé dans une ambiance joyeuse et détendue.

Arrivé sur les lieux le groupe s'est mis à chercher une place bien ombragée où nous nous sommes installés pour pique-niquer, au milieu des familles et de petits groupes venus chercher un peu de fraîcheur à proximité.

Chacun des membres du groupe a mis la main à la pâte et fait de son mieux pour réussir cette sortie.

Après un repas partagé dans une ambiance convi-

viale, le groupe s'est accordé un moment de détente, certains se sont mis en petits groupes pour discuter, d'autres ont préféré faire un peu de marche dans les allées boisées, ou s'accorder une petite sieste au bord de l'eau. Au milieu de l'après-midi, nous avons loué deux barques et nous nous sommes divisés en deux groupes. Chaque groupe avait désigné son rameur et une compétition amicale a opposé les deux équipes. Il faut reconnaître que les rameurs étaient d'une adresse et d'une vigueur qui nous ont impressionnés. La journée s'est termi-

UNE SORTIE AU BOIS DE VINCENNES SUGGÉRÉE PAR LE CVS ET ORGANISÉE AVEC LES PARTICIPANTS.

née par un goûter qui a permis, surtout aux rameurs qui se sont courageusement dépensés, de reprendre des forces.

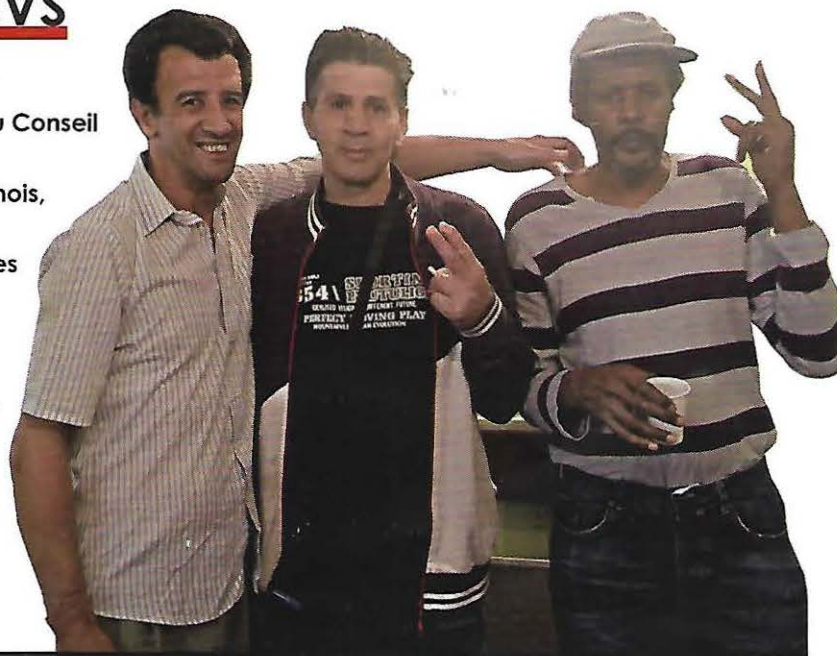
En fin d'après midi, c'est en trainant des pieds que nous avons pris le chemin du retour, et le souvenir de cette agréable journée est allé s'ajouter à celui des meilleurs moments partagés.

ABDELHA BERGHACHI

DE NOUVEAUX ÉLUS AU CVS

Après deux semaines de campagne, le mercredi 14 septembre a eu lieu le vote pour l'élection du Conseil de la vie sociale (CVS) d'EGO.

Le CVS a une longue tradition à EGO. Tous les dix-huit mois, les usagers choisissent démocratiquement leurs représentants. Rompant avec un modèle présidentiel, les usagers d'EGO n'ont pas voté cette fois pour des individus mais pour des équipes. Cela impliquait que des usagers se mettent d'accord avant l'élection pour un projet commun. Deux équipes se sont constituées : une animée par Choukry, Abdelrhani et Amor, l'autre par Thierry, Abdelhalim et Armand. Le vendredi 16 septembre, le dépouillement a eu lieu au centre d'accueil d'EGO. Choukry, Abdelrhani et Amor ont été élus avec 37 voix devant les 20 suffrages obtenus par Thierry, Abdelhalim et Armand.



L'ATELIER FOOT REVIENT SUR LES TERRAINS



Dès septembre, l'atelier foot a repris ses activités. Depuis deux ans qu'il existe, quinze usagers y participent entraînés par trois encadrants. Ce sont les réguliers, les engagés, ceux qui attendent le mardi avec joie. Aujourd'hui, nous donnons la parole à deux usagers footballeurs: Mohamed et de Magid.

MOHAMED : « Je fais partie des anciens à l'atelier Foot en salle d'Ego. Je souligne que j'ai eu un petit moment d'arrêt en 2014 et au début de 2016. La raison première de ces petites coupures est la démotivation des usagers qui nous amenait à être 4 ou 5 à l'entraînement, et la deuxième raison est le comportement déplorable de certains usagers qui n'est pas fairplay. Sur le plan personnel, j'ai vu ma santé s'améliorer ainsi que mon moral. Cela me permet de m'évader pendant la période de jeu. Je suis bien dans ce collectif, et très bien entouré par nos coachs sportifs qui sont les éducateurs. Une bonne partie de mes coéquipiers sont très bien aussi avec moi.

J'aimerais voir quelques améliorations: plus d'écoute et d'application des consignes de sécurité et de jeu; plus de respect entre les uns et les autres; beaucoup plus de solidarité, car nous formons un collectif et une famille. Nous devons montrer l'exemple en tant que consommateurs de produits stupéfiants pour être acceptés par le reste de la population. Un peu plus de discipline de la part des jeunes ne fera pas de mal à notre atelier. Dernier point, je trouve qu'une heure ne nous suffit pas vraiment pour nous exprimer...»



MAGID : « Je suis là depuis le début de cet atelier foot en salle conduit par Sofian, Sylvain et Yolane. L'ambiance me convient ainsi que la méthode d'entraînement. Deux ans ont vite passé. Je suis bien et j'ai envie de continuer avec ce groupe que nous formons déjà. Sur le plan personnel, le fait d'avoir une pratique toutes les semaines, m'a maintenu dans une bonne dynamique et dans une bonne régularité. Ce qui n'était pas le cas avant. Je suis certain que cela m'apporte une amélioration au niveau santé. La preuve je tombe moins malade qu'avant et j'ai le moral au beau fixe. Le collectif a du bon, j'ai des bonnes relations avec tout le monde. En plus nous sommes bien entourés par nos trois coachs sportifs qui sont des éducateurs attentifs et soucieux de la cohésion du groupe. J'ai changé beaucoup de choses dans mon comportement, maintenant je pense plus au collectif et au bien-être de l'équipe. Et c'est là, la différence avec mon passé. Le sport à travers le foot en salle est devenu mon palliatif plus que tout et loin devant le produit pour moi. Je pense qu'il y a des choses à améliorer : chaque joueur doit se discipliner pour progresser. Je demande aux autres joueurs de chercher à allier trois choses : la discipline, la technique et le physique.

Le sérieux aux entraînements est gage de succès aux rencontres amicales inter associations. Le reste, je fais confiance aux coachs pour améliorer les choses et assurer la continuité de cet atelier, malgré le départ de Sofian à qui l'on doit la création de cet atelier.»

PROPOS RECUEILLIS PAR SYLVAIN MOLOTOALA



LA GOUTTE-D'OR À LA FÊTE

COMME CHAQUE ANNÉE AU MOIS DE JUIN, ASSOCIATIONS ET BÉNÉVOLES DE LA GOUTTE-D'OR AVAIENT RENDEZ-VOUS POUR LA FÊTE TRADITIONNELLE. TROIS JOURS DE SPECTACLES ET D'ANIMATIONS, DU 24 AU 26, POUR LE PLUS GRAND PLAISIR DES FAMILLES DU QUARTIER. RETOUR SUR L'ÉVÈNEMENT AVEC MELISSA VICAUT DE LA SALLE SAINT-BRUNO QUI EN ASSURAIT LA COORDINATION.

Quel bilan faites vous de la 31ème édition de la Fête de la Goutte-d'Or?
Melissa Vicaut : Le bilan est très positif : une bonne participation même si elle était un peu plus faible que l'an passé. Mais il faut dire que nous étions en période du Ramadan et que se jouait la coupe d'Europe de football ! En tout cas, le village festif du dimanche a connu un franc succès. La présence de 200 bénévoles et de 40 associations pour faire vivre la fête y est pour beaucoup. De ce point de vue je veux souli-

gner la participation d'EGO qui s'est encore une fois montrée très impliquée. Ce sont ses animateurs et les usagers qui ont assuré le cinéma en plein air du vendredi soir et le village festif du dimanche en co-référence. Sans oublier le stand de prévention alcool et infections sexuellement transmissibles qu'ils ont co-animé le samedi !

Depuis plus de trente ans qu'elle existe, la fête a dû évoluer...
MV : Bien sûr. D'abord elle a été réduite dans le temps. Elle ne dure plus que trois jours notamment en raison d'une baisse de subvention. La programmation aussi a évolué, et on essaie de trouver des artistes qui pourraient fédérer, avec plus ou moins de succès. Les objectifs de la fête restent les mêmes : affirmer la diversité des cultures du quartier, favoriser tout ce qui crée du lien social. La fête reste une rencontre des habitants, des bénévoles, des associations de la

LA FÊTE ANNUELLE DE LA GOUTTE D'OR EST UN DE CES MOMENTS PRIVILIGIÉS OÙ LES ASSOCIATIONS TRAVAILLENT ENSEMBLE ET APPRENNENT À SE CONNAÎTRE.

Goutte-d'Or autour d'un événement qui fédère, qui est attendu.

AE : Quel impact a la fête sur la vie du quartier ?
MV : C'est un des moments privilégiés où les associations travaillent ensemble. D'abord pour préparer la fête, ensuite pour en assurer l'organisation. Et puis les habitants aussi s'investissent en préparant la décoration par exemple. C'est un moment où les usagers d'une association travaillent aussi bien avec les salariés qu'avec les bénévoles. Ils apprennent à se connaître d'une autre manière. Sans doute que les habitants portent un regard différent sur les usagers de drogues qu'ils voient s'investir et travailler à la réussite de la fête par exemple. C'est ce mélange de publics et cette mixité qui constituent à la fois la qualité de la fête, son originalité et donnent corps au « vivre ensemble » déjà si réel à la Goutte-d'Or.

ENTRETIEN MIREILLE RIOU



MIGRANTS : UN CENTRE PORTE DE LA CHAPELLE

LE FLUX DES RÉFUGIÉS À PARIS NE SE TARIT PAS. À PEINE LA POLICE A-T-ELLE ÉVACUÉ DES CENTAINES DE PERSONNES QUI CAMPENT SUR LES TROTTOIRS POUR LES DIRIGER DANS DES CENTRES D'ACCUEIL QUE D'AUTRES VIENNENT PRENDRE LEURS PLACES. ET À CHAQUE FOIS CE SONT DES RÉFUGIÉS QUI VIENNENT POUR LA PLUPART DE PAYS EN GUERRE OU QUI SOUFFRENT DE GOUVERNEMENTS GÉNÉRATEURS DE MISÈRE. UN CENTRE DE PREMIER ACCUEIL POUR RÉFUGIÉS VA OUVRIR SES PORTES DANS LE 18^{ÈME}.

Anne Hidalgo, la maire de Paris, avait affiché au printemps dernier sa volonté d'ouvrir à Paris un « campement humanitaire », selon l'expression utilisée à ce moment, destiné aux réfugiés et qui réponde aux normes de l'ONU. Elle manifestait ainsi sa volonté de répondre à l'afflux régulier de migrants à Paris et d'accueillir dans des conditions dignes ceux qui viennent se réfugier ou se trouvent en transit sur notre territoire. Déjà, depuis le début de l'année 2015, plus de 10 000 migrants présents sur le territoire parisien ont été mis à l'abri, grâce à l'action conjointe des associations, de la préfecture de région Ile-de-France et de la ville de Paris. Malgré cela, des campements se succèdent sur les trottoirs de la capitale et particulièrement dans le nord-est. C'est dire si les besoins sont toujours aussi prégnants et que la mise en place d'une prise en charge rapide et constante est particulièrement urgente afin d'éviter les situations d'errance.

ADMINISTRÉ PAR EMMAÛS SOLIDARITÉ

La maire de Paris a donc dévoilé le 6 septembre tous les détails de ce centre de premier accueil. Composé de bâtiments modulaires, il garantira un toit, des soins et des repas aux réfugiés qui arrivent sur le territoire parisien. Il accueillera donc les réfugiés pendant quelques jours, le temps de faire

le point sur leurs situations et de les orienter vers les dispositifs de l'Etat adaptés à chaque cas. Il sera administré par Emmaüs Solidarité qui s'est engagé à embaucher du personnel compétent et en nombre suffisant pour répondre aux besoins des occupants de ce centre de premier accueil. Dédié aux hommes célibataires et situé sur une friche de la SNCF, il accueillera 400 personnes. Ce site est temporaire : d'ici dix-huit mois, il devrait laisser la place à la construction de la future université Condorcet.

LES FEMMES ET LES FAMILLES À IVRY

Un second centre d'accueil transitoire accueillera femmes et enfants. Il ouvrira lui, à Ivry-sur-Seine à la fin de l'année. C'est une bonne nouvelle qui répond à un besoin urgent. Du côté financement, le site du 18^{ÈME} représente à lui seul 6,5 millions d'euros pris en charge à 80 % par la ville de Paris et à 20 % par l'Etat.

« Nous espérons que ce centre humanitaire pour les réfugiés, tout comme celui qui a vu le jour à l'initiative du maire de Grande-Synthe, pourront servir d'exemples à d'autres villes de France. Pour une intégration réussie, il faut une répartition équitable de l'offre d'accueil sur l'ensemble du territoire national. (...) Le gouvernement doit accompagner et soutenir les élus locaux dans l'ouverture de nouveaux lieux » a rappelé Anne Hidalgo. Et ces nouveaux lieux ne peuvent être simplement des centres où les réfugiés restent quelques jours. Car la question en effet se pose : que se passe-t-il pour eux après un hébergement temporaire? Où vont-ils aller? Il paraît évident que la réponse réside dans la création de centres d'hébergement durable répartis sur l'ensemble du territoire national.

MIRELLE RIOU



PARIS OUVRE ENFIN UNE

EN FRANCE, LE QUESTIONNEMENT SUR LES SALLES DE CONSOMMATION DE LA PART DES PROFESSIONNELS QUI INTERVIENNENT DANS LE CHAMP DE LA RÉDUCTION DES RISQUES EXISTE DEPUIS L'ESSOR DE CELLE-CI DANS LE PAYS. C'EST-À-DIRE AU MILIEU DES ANNÉES 90. NOTRE PAYS DE CE POINT DE VUE EST TRÈS EN RETARD PAR RAPPORT À SES VOISINS EUROPÉENS. IL FAUT DIRE QU'UNE APPROCHE ESSENTIELLEMENT MÉDICALE TOURNÉE VERS L'ABSTINENCE A LONGTEMPS PRÉVALU CONTRIBUANT D'UNE CERTAINE MANIÈRE À FIGER LE DÉBAT.

Pendant ce temps, les personnes qui continuent de consommer des produits stupéfiants voient leur santé se dégrader, s'enfoncent dans la précarité et la désaffiliation sociale.

La politique de réduction des risques, inscrite dans le Code de la santé publique a permis de faire évoluer les choses. L'existence des CAARUD et des CSAPA constitue un dispositif majeur dans l'accompagnement des usagers de drogues. Avec les salles de consommation à moindre risque, il s'agit de franchir une nouvelle étape, d'ajouter un maillon à cette chaîne des structures existantes. Elles s'adressent à un public particulièrement précaire, parfois marginalisé qui se tient encore éloigné des établissements

sanitaires et sociaux. Une salle de consommation à moindre risque est un lieu d'accueil pour les usagers de drogues en situation de précarité dont le mode de vie et les consommations donnent lieu à des rassemblements urbains dits « scènes de consommation ». Ces structures qui existent dans plusieurs pays européens ainsi qu'au Canada et en Australie ont d'abord été pensées pour répondre aux usagers de drogues injecteurs d'opiacés, le plus souvent d'héroïne, dans les années 80. Avec le développement des consommations de cocaïne par voie injectable et fumable sous forme de crack ou cocaïne base, nombre de ces accueils se sont transformés dans les années 90-2000. Ils proposent des espaces d'injection et d'inhalation supervisés par du personnel qualifié dans des lieux d'accueil, de convivialité et de repos. Le plus souvent la structure est insérée dans un réseau de services, qui permet une prise en charge qui va de la rue au rétablissement de l'état sanitaire de la personne. Un travailleur social accompagne dans les démarches administratives pour s'insérer dans le droit commun. Des soins infirmiers y sont dispensés ainsi que des informations concernant les risques liés aux pratiques de consommation des drogues. Enfin des dépistages du VIH et du VHC



SALLE DE CONSOMMATION

doivent permettre une orientation vers les services médicaux spécialisés en cas de nécessité.

C'est donc sur ce modèle que va fonctionner la salle de consommation à moindre risque située dans l'enceinte de l'hôpital Lariboisière et que Gaïa aura la responsabilité de faire fonctionner. C'est à Paris que va s'ouvrir la première salle en France. Le choix de la ville et du lieu n'a rien du hasard.

Paris, comme d'autres grandes villes européennes, a vu le rassemblement d'usagers de drogues dans certains quartiers dès la fin des années 70 et le début des années 80. Ces lieux se sont déplacés au fil du temps, le plus souvent en réponse à la pression policière où à l'évacuation de squats, pour se concentrer essentiellement, depuis plusieurs années dans le nord-est parisien. Ainsi le quartier de la gare du Nord est un lieu de consommation de drogues par voie injectable qui engendre des problèmes dans la vie du quartier et ses habitants : usagers qui consomment dans les cages d'escaliers, les toilettes publiques, entre deux voitures, dans les lieux publics à la vue des passants et du voisinage, comportements antisociaux, violences, matériel de consommation abandonné sur la voie publique, dans les halls d'immeubles...

Depuis plusieurs années, la voirie et les équipes de prévention ont constaté une augmentation importante du matériel souillé et abandonné aux abords de la gare du Nord et de l'hôpital Lariboisière. Les toilettes publiques du quartier dites « sanisettes » sont utilisées comme lieu de consommation. Aux

abords de la gare et de l'hôpital, les riverains sont particulièrement exposés aux conséquences du trafic de rue, trafic de misère où les usagers s'échangent et revendent des comprimés de Skénan ou de Subutex pour quelques euros. La présence et les interventions policières, très marquées depuis 2007 n'ont pas réduit l'ampleur du phénomène. Les riverains sont souvent demandeurs de plus de répression, rêvent de monde sans drogues et perçoivent les usagers de drogues comme des « ennemis ». D'autres, moins nombreux, mais plus pragmatiques, comme l'association Action Barbès, voient dans l'expérimentation d'une salle de consommation une part de la réponse à ces situations humainement dramatiques qui ont des répercussions sur leur vie quotidienne.

Ce sont donc des populations très fragilisées qui sont ciblées avec cette salle de consommation. Ce que l'on sait c'est qu'ils sont entre 3000 et 5000 à tourner sur ce territoire et à prendre de nombreux risques en consommant dans la rue, les injections se faisant rapidement, dans de mauvaises conditions d'hygiène. Les poly consommations associées à un état de santé précaire ou dégradé sont responsables de nombreux malaises, de traumatismes, d'abcès pris en charge souvent tardivement. Ces retards au diagnostic et aux traitements entraînent des hospitalisations souvent longues et complexes.

La salle de consommation répond à un enjeu d'éthique sociale. C'est une éthique du moindre mal, du préférable, du gain de chance et du vivre ensemble. Elle permet en effet de mettre en



place une stratégie de recherche de contact avec des usagers qui tentent de rompre l'isolement créé par le processus pathologique de la dépendance. Le contact établi, un travail global peut être mené avec la personne. Cet accompagnement social et médical n'est pas centré sur un symptôme : la consommation. Il s'agit de prendre en considération les besoins élémentaires des usagers avec toutes les contraintes en présence (absence de logement, absence de droits, précarité sociale et affective, etc.), l'usage de drogues faisant partie de ces contraintes. L'évolution vers une amélioration de la qualité de vie et de la santé est alors possible.

Et pourtant... Pourtant certains s'opposent à ce dispositif dans lequel ils voient une « incitation à se droguer » ou un laisser faire coupable, la marque d'une absence de volonté de la part des toxicomanes de s'en sortir... D'après cette frange de l'opinion, il serait crédible de défendre l'existence d'un monde sans drogues. Au fond deux visions s'affrontent : une qui pense que la dépendance est un processus global, psychique, affectif, social... et une autre qui considère que la dépendance est le résultat d'un mauvais choix individuel. Dans le premier cas, il s'agit d'une éthique sociale acceptant de prendre en compte des stratégies, comme celle de la salle de consommation à moindre risque, qui permet de sauver des vies, d'aider à sortir de la précarité et de la marginalité, à s'insérer dans la vie sociale ; dans le second cas, il s'agit de laisser aux usagers de drogues la responsabilité de « s'en sortir » au besoin en faisant preuve à son égard d'une attitude plus répressive.

Aujourd'hui le choix a été fait : renforcer la politique de réduction des risques. C'est à cela que répond l'ouverture à Paris et prochainement à Strasbourg de ces salles de consommation. Les intervenants, qui depuis près de vingt ans ont multiplié les appels pour qu'enfin soient créés ces dispositifs dans notre pays, peuvent saluer le résultat de leurs efforts.

ELISABETH AVRIL

DIRECTRICE DE L'ASSOCIATION GAÏA PARIS

CE QUE DIT L'ARRÊTÉ DU 22 MARS 2016

Six ans telle est la durée totale de l'expérimentation nationale et ce à compter de la date d'ouverture de la première salle de consommation à moindre risque. Chaque projet de SCMR doit être opérationnel pour une durée minimale de trois ans.

La mise en œuvre des expérimentations de salles de consommation à moindre risque est confiée par arrêté ministériel à des centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) au titre de leur mission de réduction des risques et des dommages.

Porteur désigné, le CAARUD doit adresser chaque année un rapport sur le déroulement de l'expérimentation au directeur général de l'Agence régionale de santé dans le ressort duquel il est implanté, au maire de la commune ainsi qu'au ministre en charge de la santé. La consommation de substances psychoactives n'étant pas autorisée dans les locaux d'un CAARUD, la salle de consommation devra donc

être située dans un lieu distinct.

Le financement de l'expérimentation est assuré, pour la partie Etat, par le ministère des Affaires sociales et de la Santé. Des cofinancements peuvent provenir des collectivités territoriales (notamment pour les locaux et leur maintenance, le matériel et l'équipement), d'associations et de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (Mildecca) qui participe au financement de l'évaluation.

Les salles sont ouvertes 7 jours sur 7 sur une plage horaire d'une demi-journée. Les produits consommés et admis dans le dispositif peuvent être des produits illicites ainsi que des médicaments détournés de leur usage. Une seule consommation (injection ou inhalation) est autorisée par session. L'utilisateur doit ensuite quitter le poste de consommation. L'injection est pratiquée par l'utilisateur lui-même sous la supervision d'un professionnel.



RENCONTRE AVEC LA CHEF DE SERVICE DE LA SALLE DE CONSOM- MATION



AVEC JEAN-PATRICK, UN USAGER D'EGO FRÉQUENTANT LE CAARUD, NOUS AVONS RENCONTRÉ CÉLINE DEBEAULIEU, CHEF DE SERVICE DE LA SALLE DE CONSOMMATION À MOINDRE RISQUE (SCMR). CÉLINE A REJOINT L'ÉQUIPE DE GAÏA, ASSOCIATION QUI PORTE CE PROJET DEPUIS 2012, APRÈS AVOIR TRAVAILLÉ À AIDES ET À MÉDECINS DU MONDE SUR DES PROGRAMMES D'ÉCHANGE DE SERINGUES À L'ÉTRANGER.

Dorothee : Quand et où ouvrira la SCMR ?

Céline : La date exacte d'ouverture de la salle est encore à préciser, mais interviendra mi-octobre 2016 après l'inauguration. Elle se situe dans l'enceinte de l'hôpital Lariboisière, dans un local indépendant avec une entrée dédiée à la SCMR. Elle sera ouverte 7 jours sur 7 de 13h30 à 20h30 et devrait accueillir environ 150 personnes par jour soit 400 passages dans la journée.

Jean-Patrick : Nous avons vu des banderoles de riverains mécontents de ce projet, qu'en est-il ? Avez-vous prévu des interventions sur l'environnement immédiat de la SCMR ?

Céline : Il y a un noyau de riverains résistants mais d'autres y compris des associations d'habitants, sont très favorables au projet. En effet, les usagers sont déjà sur le quartier et consomment parfois sur l'espace public. De plus, la pression policière s'est intensifiée ces derniers temps sur le quartier pour faire circuler les usagers et éviter les regroupements. Par ailleurs, nous avons prévu d'effectuer des maraudes en direction des usagers et des riverains afin de recueillir leurs demandes et avis pour que nous puissions ajuster notre travail.

Dorothee : Combien de postes de consommation y aura-t-il ? Comment cela se passera-t-il ?

Céline : Il y aura 12 postes d'injection dont 4 qui ne seront pas séparés pour permettre à ceux qui le souhaitent de discuter et 4 postes d'inhalation, mais seules des personnes qui injectent pourront aussi inhaler. Lors de la première demande d'accès à la SCMR, l'usager passera un entretien d'inclusion d'une vingtaine de minutes au cours duquel il reviendra sur son parcours, ses consommations et lui seront présentés le règlement de fonctionnement et le règlement intérieur de la SCMR puis il sera enregistré dans la base de données de façon anonyme. À partir de là, et à chaque fois qu'il souhaitera pénétrer dans la salle de consommation, l'usager devra présenter le produit qu'il souhaite consommer à un accueillant qui lui remettra un ticket avec un numéro. Lorsque son numéro s'affichera, l'usager, après s'être lavé les mains, disposera de vingt minutes pour s'installer, faire sa prépa-

ration et consommer dans l'espace réservé. Tout le matériel utilisé devra rester sur place. Enfin, l'usager pourra accéder à un espace de repos où seront présents des intervenants pour l'accompagner dans ses démarches, il pourra aussi y prendre une collation, se reposer ... En revanche s'il souhaite à nouveau accéder à l'espace de consommation, il devra reprendre un ticket à l'accueil et attendre son tour.

Jean-Patrick : Pourquoi s'agit-il d'une salle de consommation pour injecteurs uniquement ?

Céline : Par manque de moyens et de places notamment pour pouvoir accueillir tous les usagers quels que soient leurs modes de consommation et la pratique de l'injection est celle qui fait prendre le plus de risques aux usagers. De plus, l'objectif à long terme est de montrer que la salle fonctionne, qu'elle répond à des besoins et qu'ainsi les salles de consommation puissent se multiplier sur le territoire national et accueillir plus d'usagers avec des pratiques différentes.

Dorothee : Y aura-t-il des produits ou pratiques interdits dans la SCMR ?

Céline : Tous les produits seront autorisés à condition que la personne en ait déjà l'expérience. Cependant, il y a des points d'injection qui seront interdits : les parties génitales, dans des abcès ou plaies, les seins et le visage. De même, les usagers ne pourront pas réutiliser des cotons qui auront déjà servis.

Jean-Patrick : Que ferez-vous en cas de tension, de conflit ?

Céline : Nous ferons comme nous avons l'habitude de faire avec les usagers que nous rencontrons, c'est-à-dire faire tomber la tension en séparant les protagonistes puis discuter avec eux pour pouvoir retravailler ensemble. Nous devons prendre en compte le collectif, le groupe en respectant chacun. En outre, le règlement intérieur de la SCMR a été élaboré avec des usagers.

Dorothee : Comment sera composée l'équipe, quel sera son rôle ?

Céline : L'équipe sera composée d'éducateurs, d'infirmiers, d'une assistante sociale, d'un médecin et d'agents de médiation auxquels va s'ajouter l'équipe déjà existante du CAARUD Gaïa soit en tout une vingtaine de professionnels. Cinq personnes au minimum seront présentes, qui tourneront sur chaque poste. L'équipe aura pour mission de travailler le lien avec les usagers pour pouvoir les accompagner et les orienter vers le soin ou le social, avec la possibilité d'accéder à une consultation médicale et sociale.

DOROTHÉE PIERARD

AVEC JEAN-PATRICK, USAGER D'EGO.

CETTE SALLE RÉPOND À UN VRAI BESOIN DU QUARTIER



CONFRONTÉS DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES À LA PRÉSENCE DE TRÈS NOMBREUX USAGERS DE DROGUES AUX ABORDS DE LA GARE DU NORD ET DE L'HÔPITAL LARIBOISIÈRE, LES ÉLUS DU 10^{ÈME} ARRONDISSEMENT DE PARIS ONT TOUT DE SUITE VU L'INTÉRÊT DE L'OUVERTURE D'UNE SALLE DE CONSOMMATION À MOINDRE RISQUE SUR CE TERRITOIRE. STÉPHANE BRIBARD, CONSEILLER MUNICIPAL (DÉLÉGUÉ À LA SÉCURITÉ, À LA PRÉVENTION, AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET À L'EMPLOI) SE RÉJOUIT DE SON OUVERTURE PROCHAINE.

« La salle de consommation sera ouverte au mois d'octobre. Ce projet porté à l'origine par les associations de réduction des risques et en particulier par Gaïa a reçu notre soutien et bénéficié de notre accompagnement à chaque étape. La ville de Paris et la Mairie d'arrondissement se sont inscrites positivement dans les débats dès 2009 ce qui a contribué à la campagne présidentielle: en 2012 l'ouverture de salles de consommation à moindre risque faisait partie des propositions de François Hollande. Il a fallu attendre le vote de la loi Santé en décembre 2015 pour la définition d'un cadre juridique rénové, puis les décrets et arrêtés pour que ce projet se réalise enfin. Evidemment cela ne s'est pas fait sans certains obstacles. Il fallait d'abord trouver un lieu approprié à la fois pour les usagers qui fréquenteront la salle et pour les riverains qui craignaient de subir des nuisances. De ce point de vue d'ailleurs il y a eu des oppositions qui se sont manifestées, parfois à raison, parfois par principe. Mais nous avons peu à peu avancé et nous avons pu, avec tous ceux qui sont concernés, ajuster le projet. Ainsi après avoir projeté d'installer la salle sur un terrain de la SNCF sur le boulevard de la Cha-

pelle, c'est finalement dans un bâtiment qui appartient à l'AP-HP dans l'enceinte de l'hôpital Lariboisière que nous avons trouvé le site le mieux adapté. Il est situé en plein cœur de la scène de consommation ce qui signifie qu'il sera immédiatement accessible à cette population d'usagers injecteurs de produits psychotropes en très grande précarité et aujourd'hui éloignée des dispositifs sanitaires et sociaux. J'ajoute que les associations de riverains qui manifestaient le plus d'opposition gardent des exigences mais sont pour une part maintenant davantage dans une position « attendre et voir ». Les associations favorables y ont vu elles, une confirmation de la solidité du projet. En tout cas elles seront, avec tous ceux (1) qui sont en proximité de la salle et concernés par elle, invitées à participer au Comité de voisinage qui se réunira très régulièrement.

Je pense que cette salle va contribuer à résoudre en partie les problèmes subis dans le quartier : seringues sur la voie publique, intrusions dans les parkings ou lieux privés, stationnement de groupes qui s'alcoolisent... L'équipe de Gaïa compte des intervenants extérieurs qui contribueront à pacifier les abords de la salle et un numéro de téléphone sera disponible pour les riverains Car évidemment nous ne serons pas ici dans une zone de « non droit ». La police fait d'ailleurs partie du Comité de pilotage et sera toujours en capacité d'intervenir en cas de besoin. Je pense que la salle va contribuer à pacifier le quartier et répondre à un vrai besoin pour des usagers de drogues particulièrement vulnérables. »

(PROPOS RECUEILLIS PAR MIREILLE RIOU)

(1) Les habitants riverains, les conseils de quartier, la SNCF, RATP, l'hôpital Lariboisière, les services de la ville (propreté, espaces verts), la police, la justice, les acteurs de la réduction des risques et bien sûr les élus des 10^{ème}, 18^{ème} et du 19^{ème}.

RENCONTRE AVEC
STÉPHANE

L'OPINION DES USAGERS



JUSQU'ICI TOUT
LE MONDE A PU
DONNER SON AVIS
SUR L'OUVERTURE
DE CETTE SALLE DE
CONSOMMATION.
ET QU'EN PENSENT
LES PREMIERS
CONCERNÉS:
LES USAGERS
DE DROGUE ? IL
EST TEMPS DE
LEUR DONNER
LA PAROLE POUR
ENTENDRE LEURS
OPINIONS.

ALEX : moins dangereux que maintenant

« Déjà là où elle va être implantée c'est l'idéal. C'est sur le territoire où se trouvent déjà les toxicos. La peur des voisins ? C'est des préjugés... avec le temps ils vont comprendre que c'est moins dangereux que ce qui se passe maintenant où il y a des seringues partout et où les gens s'injectent là où ils se trouvent. Là ils pourront le faire sans risquer des abcès ou de se contaminer »

J.N : prendre de bonnes habitudes

« Je pense que c'est une bonne chose, vraiment pour les consommateurs de drogues et pour la sécurité publique. Gare du Nord les gens se shootent n'importe où, n'importe comment. C'est une bonne chose pour les injecteurs. Moi par exemple, je me suis abîmé les bras et les jambes à force de shooter. Là-bas il y aura du matériel, des spécialistes pour donner des conseils et une place pour injecter dans un endroit propre pas dans la rue. Et puis les jeunes injecteurs ils prendront de bonnes habitudes ».

MORGANE : je suis tout à fait contre pour l'instant

« Je suis tout à fait contre pour l'instant. J'ai entendu dire que c'était une salle de consommation où tout le monde pourrait venir consommer ce qu'on veut. Par contre c'est bien pour les riverains car il y aura moins de seringues dans la rue. Mais c'est difficile de parler de ce qu'on a jamais vu, donc j'attends de voir ce qu'il se passe après un bon mois d'ouverture ».

VLAD : les toxicomanes sont déjà là depuis années

« Je comprends que l'existence d'une salle de shoot peut mettre les riverains sur leurs gardes : la peur d'une recrudescence de la toxicomanie dans le quartier et l'augmentation du nombre de toxicomanes. Mais il y a un détail d'importance : ils sont déjà tous là depuis des années ! Et parmi eux, des irrespectueux qui laissent traîner les seringues dans

les toilettes publiques au lieu de les jeter dans les poubelles dont elles sont pourtant équipées. Voilà ce qui pourra être évité. »

LUDO : pouvoir s'y rendre en toute confidentialité

« Il faut juste une entrée et un couloir réservés à l'intérieur de l'hôpital qui mène à la pièce d'injection pour que les gens puissent y aller en toute confidentialité et sans importuner les malades qui se rendent à l'hôpital. »

TIM : il faut limiter le temps accordé à chacun

« Ça fait trente ans que je prends de la coke, la salle risque d'être un gros dilemme parce qu'il n'y aura pas assez de places pour tout le monde... Si on veut que ça tienne il faut un corps de police pour éviter qu'il y ait du business et des embrouilles. Il faut aussi limiter le temps accordé à chacun, dix minutes, un quart d'heure pas plus pour faire son truc et céder la place ».

KARIM : je me souviens des galères avec du matos périmé

« Je ne suis plus concerné parce que ça fait des années que je ne me shoote plus, mais à l'époque où je le faisais et où j'étais dans la rue ça m'aurait énormément rendu service. Je me souviens être allé dans des parcs pour prendre de l'eau, parfois dans des mares. Je me rappelle avoir galéré avec du matos plus ou moins périmé. La salle de consommation peut permettre d'éviter de prendre tous ces risques ».

RICHARD : ce sera mieux pour tout le monde

« Cela va permettre d'éviter que des gens s'injectent dans les toilettes, dans les parkings ou dans la rue. Ce sera mieux pour eux et pour les gens qui vivent là ou qui passent dans la rue pour voir ça. Et puis j'imagine que dans cette salle, ils proposeront des choses pour vraiment aider ceux qui consomment à s'en sortir ».





La problématique de l'exil est complexe. En effet, dans le parcours migratoire, les personnes cumulent les traumatismes antérieurs et aussi ceux de la migration elle-même. L'arrivée sur un nouveau territoire confronte la personne à un changement radical de l'environnement. L'accueil, parfois, n'est pas bon, y compris de la part des services administratifs. Les personnes vivant des parcours migratoires, sont plongées dans

des questions identitaires profondes. Il est difficile de se repérer soi-même dans un milieu complètement différent avec, qui plus est, des papiers qui ne correspondent pas toujours à l'identité ancienne. Souvent, les papiers délivrés en France indiquent des noms qui amputent au moins en partie l'identité du sujet.

Par exemple, le nom de famille est limité au nom du père. Or, l'identité d'une personne peut être attachée à plusieurs noms de famille.

EXIL ET IDENTITÉ

Il nous semble que le mot exil est plus adapté pour décrire la situation dont on parle ici que celui de migration. Exil est un concept plus clair. L'exil est coupure avec le pays, avec la famille, avec les valeurs. L'exil est souvent à l'origine d'une mutilation de l'identité pour pouvoir survivre. Il peut produire un sentiment de culpabilité, l'idée d'avoir trahi les ancêtres d'une part, mais aussi ceux qui sont restés au pays d'autre part.

Il y a toujours eu des mouvements migratoires. En Europe, souvent la question est traitée d'une manière ethnocentrique. On y croyait par exemple jusqu'il y a peu à l'existence de « peuples primitifs ». Depuis, Claude Lévi-Strauss, (anthropologue français) l'idée des peuples primitifs est évidemment invalidée. En effet, tous ces peuples que l'occident voyait avec un air de supériorité ont des savoirs de haute complexité.

Les migrants actuels sont issus de civilisations diverses, culturellement très développées. Il s'agit souvent de sujets dont les ascendants ont vécu la



TOUTE LA COMPLEXITÉ DE L'EXIL

LE REGARD CROISÉ
DE DOROTHÉE BASSET, JURISTE À
LA CIMADE ET DE HERVÉ GARNIER,
PSYCHIATRE À LA TERRASSE.



Donner quelques repères pour accompagner des personnes en situation d'exil, c'est le sens de la rencontre qui a eu lieu en mai dernier entre les équipes d'EGO, Dorothee Basset, juriste à la CIMADE et Hervé Garnier, psychiatre à la Terrasse. Nous publions ici l'essentiel de leur intervention.

colonisation, une expérience de domination d'un peuple par un autre, laissant des sentiments douloureux, tels la haine, la honte.

Pour Georges Devereux, psychanalyste et anthropologue franco-américain, fondateur de l'ethnopsychiatrie, « La personne en situation d'exil redoute l'anéantissement, au moins identitaire, voire la mort, et est souvent amenée à s'en protéger par une renonciation à son identité ». De fait, les sujets les plus en souffrance, dans leur questionnement identitaire, se protègent contre ce risque de l'anéantissement, en renonçant à toute véritable identité (cf. Ulysse, dans « L'Iliade et l'Odyssée », d'Homère). Ceux qui sont moins atteints se constituent une nouvelle identité, dans la recherche de la meilleure adaptation possible. On peut prendre l'exemple de Georges Devereux lui-même. Son nom de naissance était György Dobó. Né dans une famille juive hongroise, dans son processus d'adaptation à la France en 1933, il se fait baptiser comme catholique et change son nom et prénom pour Georges Devereux. Toutefois, dans Devereux il y a « evreu » qui signifie juif en roumain. Georges Devereux parvient ainsi à conserver une part essentielle de son identité.

Quand on est professionnel et qu'on accompagne ces personnes, on ne peut faire abstraction de ces questions qui font partie de l'histoire de chacun. On doit être conscient qu'il y a des choses de la propre identité et de l'histoire de la personne ayant été laissées en silence.

ASILE

La demande d'asile implique de raconter sa propre histoire traumatique et la faire accepter par l'administration. Ceci ne marche pas dans tous les cas, loin de là... Parfois l'histoire sera acceptée.

Cependant, même avec l'asile obtenu ce n'est pas nécessairement le paradis. Dans certains cas la personne est tentée d'adapter son histoire pour la faire plus adéquate à la demande d'asile. Des modifications de l'histoire peuvent aller de quelques variations jusqu'à s'inventer une nouvelle histoire. Les modifications suivent souvent ce qui semble a priori adapté à l'acceptation de la demande dans un moment donné. Elles sont souvent fondées sur des rumeurs ou en rapport à des mauvais conseils de « passeurs », (par exemple, se faire passer pour mineur...).

PRÉCARITÉ INTRAPSYCHIQUE

Dans la psychanalyse on explique la folie comme une exclusion du sujet de la loi symbolique. Le sujet a perdu le lien qui le lie symboliquement aux autres. Le sujet ne retrouvant pas sa place dans la famille, dans la vie, etc... créé un délire dans le but de rétablir le lien perdu.

Les étrangers sont d'une certaine manière exclus, eux

aussi, de la loi symbolique. L'absence de place dans la cité a un effet sur leur psychisme. Il y a un lien évident entre l'intrapsychique et les repères externes. Les personnes fragilisées peuvent se retrouver dans des états pouvant faire penser à tort à la folie.

La précarité n'est donc pas uniquement matérielle et sociale mais aussi psychique.

LA « MÉLANCOLISATION » DU LIEN SOCIAL

Pour l'anthropologue et psychanalyste Olivier Douville, les « sans papiers » viennent grossir la liste de ce qu'on appelle les sujets « sans », « sans abri », « sans papiers ». Le « sans » désigne dans le discours politique l'illégitimité, l'intrus et l'indésirable. De cette manière, ne se sentant pas accueilli, le sujet, sans place sociale reconnue, est facilement plongé dans cette forme de mélancolisation. Le mélancolique (catégorie psychiatrique ancienne qui désignait ce qu'aujourd'hui on appellerait dépression majeure) dit de lui-même : « je n'ai pas de place dans la société, je suis gênant pour les autres, je ne suis pas utile... »

Le sujet « sans » est aussi quelqu'un « sans » rien à perdre. Ceci configure un mode de relation avec les autres pouvant être perçu comme une menace à l'ordre établi. « Les sujets sans » sont poussés à inventer quelque chose pour exister en dehors de la mélancolie.

La tâche des professionnels est alors aussi de les aider à se retrouver dans leur histoire.

En conclusion, nous ne pouvons pas tout simplement attendre que les personnes en situation d'exil s'adaptent au pays d'accueil. Il importe d'aller à la rencontre du sujet, de s'intéresser à lui et à son histoire. Eux, ils ont en effet, une histoire, une manière de faire, ils ont un discours sur eux-mêmes. Il est important d'essayer de comprendre comment ce discours a été construit et le fait qu'il configure en quelque sorte l'espace psychique de la personne. Parler dans la langue maternelle du sujet, avec l'aide d'un interprète si besoin, peut être une aide à établir contact avec lui. Le langage configure une grande partie de l'espace psychique. Les personnes n'habitent pas uniquement des lieux physiques, ils habitent aussi le langage et parler leur langue est leur reconnaître une place.

Une piste d'accompagnement possible est d'aider la personne à repenser son histoire. Aider la personne à ne pas sombrer dans le renoncement à son identité et l'accompagner dans une nouvelle culture, parfois contradictoire dans ses propositions est la tâche des professionnels. La question est d'aider le sujet à trouver comment être fidèle aux valeurs de sa culture d'origine, tout en s'adaptant à la culture du pays d'accueil.



E
I
S
È
P
O
È
S
I
E

IL EFFLEURE MON COU, UN BAISER SUR LA JOUE.
IL ME MORDILLE LES OREILLES, C'EST UNE VRAIE MERVEILLE.
IL EST DOUX, ATTENTIONNÉ, DRÔLE ET SINCÈRE
JE L'AIME, C'EST UN ANGE MAIS AVEC UN SACRÉ CARACTÈRE
IL PASSE LA MAIN DANS MES CHEVEUX BOUCLÉS,
UNE MAIN SUR MA CHUTE DE REINS
JE SENS LES FRISSONS GRIMPER...!
SON COEUR RYTHME LE MIEN, IL M'INSUFFLE MON SOUFFLE
JE VOIS À TRAVERS SES YEUX, IL VOIT À TRAVERS LES MIENS.
SON ÂME EST SI PURE, SI FORTE, TELLEMENT SPIRITUELLE
PEUT ÊTRE EST-CE L'HOMME QUE J'ATTENDAIS DEPUIS SI LONGTEMPS,
UN HOMME FORT, FIER, HARDCORE JUSQU'À LA MORT !

CHACHOU